

Unité départementale de l'Isère
17 boulevard Joseph Vallier
38040 Grenoble

Grenoble, le 12/01/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/03/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ERARD INDUSTRIE

4 route de la plaine
BP 7
38230 Chavanoz

Références : [P4S-23-218](#)
Code AIOT : 0006102866

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/03/2023 dans l'établissement ERARD INDUSTRIE implanté ZI de Chavanoz 4 route de la Plaine 38230 Chavanoz. L'inspection a été annoncée le 23/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection est réalisée dans le cadre des inspections ciblées régionales 2023 sur les produits chimiques. Elle permet également le contrôle des suites de l'inspection régionale 2022 sur le risque incendie.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ERARD INDUSTRIE
- ZI de Chavanoz 4 route de la Plaine 38230 Chavanoz

- Code AIOT : 0006102866
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société ERARD Industrie est spécialisée dans la fabrication de mobilier TV, d'accessoires d'antennes et de supports muraux pour téléviseurs et rétroprojecteurs. Si à sa création en 1961 par M.ERARD, la matière première utilisée était le bois, seul le métal est aujourd'hui utilisé.

Le groupe ERARD compte 120 personnes. Sur le site de Chavanoz se trouve ERARD Industrie et ERARD PRO qui comptent près de 100 personnes. ERARD Industrie emploie entre 60 et 65 personnes.

L'établissement relève de la directive IED du fait d'un volume de bains de traitement de surface de 102,5 m³. Les traitements réalisés sont principalement des dégraissages lessiviels avant application de peinture poudre et des opérations de zingage.

Le site fait l'objet :

- d'un arrêté préfectoral de mise en demeure n° 20220513 du 18 mai 2022, faisant suite à l'inspection du 22 mars 2022 ;
- d'un arrêté préfectoral complémentaire d'autorisation n°2009-08152 du 29 septembre 2009 qui réglemente son fonctionnement ;
- d'un arrêté préfectoral n°2015051-0035 du 20 février 2015 portant rectification de l'arrêté n°2014337-0025 du 3 décembre 2014 qui fixe les garanties financières du site et actualise le tableau des activités.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- produits chimiques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :

- ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Gestion des produits - fiches de données de sécurité	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 8	Sans objet
4	Capacités de rétention - stockage liquide	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article Article 20> I.	Sans objet
5	Étiquetage des substances et préparations dangereuses	AP Complémentaire du 29/09/2009, article chapitre 7.4.2	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Bassin de confinement et bassin d'orage	AP de Mise en Demeure du 18/05/2022, article Article 1	Sans objet
2	Etat des stocks de produits dangereux	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 9	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection constate la bonne réalisation des travaux de création d'un bassin de confinement et bassin d'orage, selon l'article 7.5.5 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2009-08152 du 29 septembre 2009 et propose la levée de l'arrêté de mise en demeure sur ce point.

Concernant le thème d'inspection 2023 sur les produits chimiques :

L'entreprise dispose d'un état des stocks de produits dangereux à jour sur le réseau de l'entreprise et mis à disposition de l'inspection sur demande.

Les fiches de données de sécurité des produits dangereux sont accessibles, toutefois il appartient à l'entreprise de s'assurer auprès du fournisseur que la FDS détenue est bien la dernière version et qu'elle est à jour.

L'inspection attend donc que l'entreprise mette en place une démarche de réactualisation des fiches de sécurité et que ces dernières fiches disposent d'un numéro d'appel d'urgence en France (cf rubrique 1.4 de la fiche).

L'inspection considère la rétention des stockages en fût conforme, toutefois l'étiquetage des bacs de la chaîne de production de zingage et sa rétention manquent d'information. L'inspection attend :

- que l'entreprise fournisse des plans ou tout autre moyen de justifier le volume de rétention de la chaîne de production de zingage ;
- l'affichage d'identification des contenus des bacs de production complété du pourcentage de concentration de la Soude contenue et de ses mentions de danger.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Bassin de confinement et bassin d'orage

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 18/05/2022, article Article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Respect des prescriptions de l'APC du 29/09/2009
Prescription contrôlée : Suivant l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 18 mai 2022, demandant à l'exploitant la mise en conformité sous 9 mois à la prescription figurant à l'article 7.5.5 de son arrêté préfectoral complémentaire du 29 septembre 2009 ; l'inspection contrôle la réalisation effective d'un bassin de confinement et bassin d'orage suivant les attendus de l'article 7.5.5 ci-dessous : "Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 645 m ³ avant rejet vers le milieu naturel. La vidange suivra les principes imposés par le chapitre traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées. Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances." Le chapitre 4.3.10 "eaux pluviales susceptibles d'être polluées " précise : - Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations devront être traitées (débourbeur- déshuileur) avant élimination vers le milieu naturel.
Constats : L'inspection constate la réalisation du bassin de rétention ainsi que la pose de géomembrane soudée garantissant l'étanchéité du bassin . L'accès au système de commande permettant la fermeture du bassin en cas de pollution est facilité par une trappe de faible profondeur accessible. Le rejet dans le milieu naturel est réalisé à l'aval du déshuileur et passe sous la route pour rejoindre le point bas constitué par la Bourbre . L'entreprise envisage d'installer en complément une clôture périphérique pour garantir des risques de chute dans le bassin.
Observations : L'inspection constate la bonne réalisation des travaux de création d'un bassin de confinement et bassin d'orage, selon l'article 7.5.5 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2009-08152 du 29 septembre 2009 et propose la levée de l'arrêté de mise en demeure sur ce point.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : État des stocks de produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 9
Thème(s) : Produits chimiques, Stocks
Prescription contrôlée : La présence sur le site de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.
Constats : L'entreprise dispose d'une base de donnée sur le réseau informatique au sein du système qualité, dans laquelle est référencée la liste des produits chimiques (avec le numéro CAS) , leur localisation et leur quantité de stockage en fût. Une information complémentaire est disponible sur l'indication de volume, lorsque le produit reste en "stockage" dans le bac de la ligne de production. L'entreprise réalise une fois par mois (en fin de mois) l'inventaire des consommables lui permettant de faire le suivi de l'état des stocks. Le responsable HSE étant en arrêt depuis Décembre 2021, c'est le responsable Méthodes/Industrialisation et Maintenance qui édite à ce jour l'état des stocks. Ce dernier est présenté en séance à l'inspection. Le conducteur de la ligne de production réalise la réception des produits chimiques et corrige l'inventaire au fur et à mesure. L'état des stocks est également accessible au chef d'atelier et au service comptable pour faciliter le renouvellement des commandes de consommables.
Observations : L'entreprise dispose d'un état des stocks de produits dangereux à jour sur le réseau de l'entreprise et mis à disposition de l'inspection sur demande.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Gestion des produits - fiches de données de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 8
Thème(s) : Produits chimiques, Fiches de données de sécurité
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances ou mélanges dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Il prend les dispositions nécessaires pour respecter les préconisations desdites fiches (compatibilité des produits, stockage, emploi, lutte contre l'incendie).
Constats : L'inspection contrôle le contenu des fiches stockées numériquement sur le réseau de l'entreprise . La plus ancienne est datée de 2018. L'inspection contrôle la fiche d'acide chlorhydrique (en container de 800 L sur le site), datée du 18

<p>septembre 2020.</p> <p>La fiche de la soude caustique (stockage sous forme de microperles, pas de stocks liquides) est en version belge et indique un centre antipoison en Belgique.</p> <p>Un classeur de fiches de données de sécurité est également disponible dans le bureau du responsable sécurité.</p>
<p>Observations :</p> <p>Il appartient à l'entreprise de s'assurer auprès du fournisseur que la FDS détenue est bien la dernière version et qu'elle est à jour.</p> <p>En effet, l'inspection s'appuie sur l'avis de l'INRS (Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des maladies professionnelles et des accidents du travail) qui considère qu'une FDS datant de plus de 3 ans n'est plus à jour et doit faire l'objet d'une réactualisation.</p> <p>L'inspection attend donc que l'entreprise mette en place une démarche de réactualisation des fiches de sécurité à minima celles qui sont antérieures à 2020 et que ces dernières fiches disposent d'un numéro d'appel d'urgence en France (cf rubrique 1.4 de la fiche).</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>

N° 4 : Capacités de rétention - stockage liquide

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article Article 20> I.</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Volume et caractéristiques de la rétention</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts <p>- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.</p> <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection contrôle le volume de rétention du stockage d'acide Chlorhydrique. Ce dernier est dans un contenant cylindrique de 800 L placé dans une cuve bétonnée et non fissurée de</p>

dimension L =2.5m l= 2.5m , h =1m, soit 6250 L.
La ligne de production est composée de nombreux bails de zingage (47 bails à minima), la rétention est constituée d'une cuve bétonnée globale entourant l'ensemble des bails. La rétention étant masquée par la passerelle de travail, elle ne permet pas d'en faire le contrôle en dimension et étanchéité.
Observations : L'inspection considère la rétention des stockages en fûts conforme. L'inspection attend que l'entreprise fournisse des plans ou tout autre moyen de justifier le volume de rétention de la chaîne de production de zingage suivant les prescriptions ci-dessus.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 5 : Étiquetage des substances et préparations dangereuses

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/09/2009, article chapitre 7.4.2
Thème(s) : Produits chimiques, Prescriptions techniques applicables
Prescription contrôlée : Les fûts , réservoirs et autres emballages, les récipients fixes de stockages de produits dangereux, d'un volume supérieur à 800 l portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.
Constats : L'étiquetage des fûts de produits en stock est réalisé y compris les mentions de dangers. Les regroupements des stocks de fûts d'acides et de bases sont différenciés à l'intérieur de l'atelier dans des enceintes grillagées munies de cadenas. Les cuves de la ligne de production sont étiquetées "cuve de Zinc (soude caustique) " . La concentration de soude n'est pas précisée sur le bac (alors qu'elle est reconstituée à partir des cristaux de soude) ni la mention de danger.
Observations : L'étiquetage des fûts de produits en stock est réalisé et conforme. La mention de danger des produits est à indiquer à minima sur la rampe d'accès à l'ensemble des bacs de la ligne de production de zingage si leur contenance est identique, ou sur chacun des bacs si elle est différente. La concentration de soude dans les bacs, s'agissant d'une reconstitution à partir de cristaux, doit également figurer sur le bac afin de bien identifier leur contenu.
Type de suites proposées : Susceptible de suites